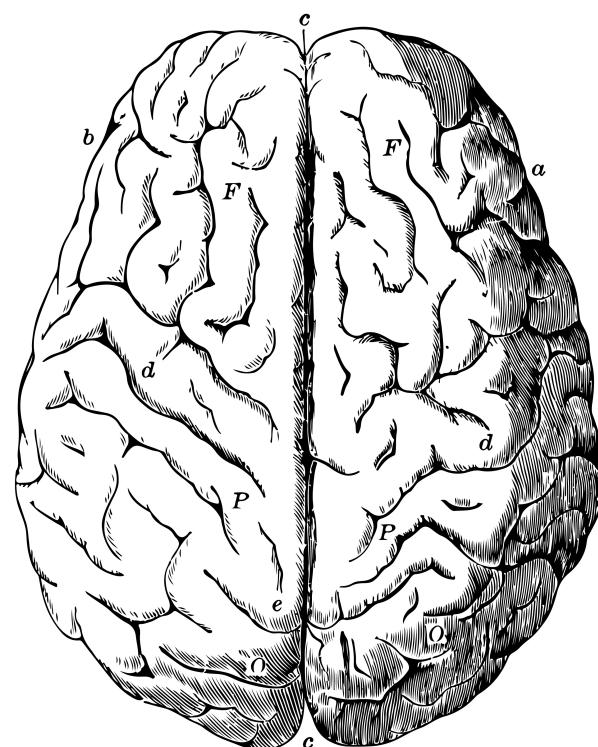


ON DEVRAIT
**NOUS PAYER
POUR ÉTUDIER**



**POUR LA VALORISATION
DE LA PRODUCTION
ÉTUDIANTE**

* * *

**Rassemblement pour la
reconnaissance
du travail étudiant**

**MERCREDI 2 NOVEMBRE
16h30, Square Victoria**

**ON DEVRAIT
NOUS PAYER
POUR ÉTUDIER**

Souvent lancée comme une boutade empreinte de mépris aux étudiant.e.s qui dénoncent leurs conditions, l'idée d'un salaire pour les études est pourtant loin d'être ridicule. L'étude est un travail utile pour lui-même mais aussi pour la collectivité, tant aux niveaux économique que culturel.

Ce travail, c'est bien connu, n'est cependant pas payé: l'État offre tout simplement une maigre subsistance aux étudiant-es les plus pauvres. Cela reproduit constamment l'idée que l'éducation est improductive à la manière d'autres activités comme le travail domestique, historiquement dévalué au détriment des femmes.

Les dynamiques opposant enseignant.es et étudiant.e.s sont similaires à celles entre employeur.ses et employé.es: la personne ayant un statut supérieur contrôle l'avenir de celle exempte de pouvoir. Cette dernière doit se soumettre à de multiples épreuves et tâches de production, où il/elle devra exceller; si la personne remplit les attentes, peut-être pourra-t-elle accéder à un niveau supérieur. Cependant, si ce n'est pas le cas, conséquences il y aura: échec, expulsion, obligation de recommencer à zéro. Aller suivre une formation payée par l'employeur.se dans le but de se spécialiser ou d'élargir ses connaissances et ses habiletés, c'est le même concept que d'être assis sur les bancs d'école.

Les droits et devoirs intellectuels des étudiants sont, quant à eux, mis de côté dans une société où l'État ne cherche que de futur-es contribuables dociles, où l'intelligentsia est soumise à des idéologies dépassées et où le mouvement étudiant n'a jamais abordé sérieusement la pédagogie, si ce n'est pour se révolter symboliquement contre la « marchandisation de l'éducation » de temps en temps. La stratégie générale du mouvement étudiant, qui vise l'obtention du plus bas prix possible pour l'éducation, est une posture clientéliste qui ne se concentre globalement que sur quelques droits et sur aucun devoir social des étudiant-es.

Une bonne façon de changer les choses est de marteler que les études sont un emploi, et que les étudiantes et étudiants méritent de bonnes conditions d'études et le pouvoir d'influencer ces conditions. Cette stratégie est d'autant plus urgente que le calcul "qui s'instruit s'enrichit" ne tient plus la route: le mouvement étudiant du Québec a été incapable de contrer l'explosion générale des coûts d'études au cours des dernières années, décrétée par des gouvernements ayant remarqué sordidement qu'une éducation en plus forte demande pouvait être vendue plus cher.

Les grand-es gagnant-es d'une telle réforme seraient bien sûr les étudiant-es qui, avec de meilleures conditions de travail et le pouvoir sur celles-ci, pourraient mieux répondre à leurs responsabilités sociales de recherche de la vérité et agir en conséquence. Mais faisons le pari qu'elle permettrait la transformation de l'institution scolaire dans son ensemble en abolissant la hiérarchie entre les disciplines et les niveaux de scolarité, entre les professeurs et les étudiant.e.s et en améliorant l'accès aux études supérieures des victimes d'oppressions systémiques.

* * *

Dans le cadre de la journée pancanadienne contre les frais de scolarité, un rassemblement pour la reconnaissance du travail étudiant aura lieu devant les bureaux montréalais du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Rassemblement pour la reconnaissance du travail étudiant



CUTE Campagne sur le travail étudiant

**MERCREDI 2 NOVEMBRE
16h30, Square Victoria**